



**RAPPORT DE LA MISSION
SUR LA DETTE EXTERIEURE DE LA
REPUBLIQUE GABONAISE CENTRAFRICAINE**

(Bangui, 10-14 juillet 1995)

par

**M. Mourad Labidi & W. A. Ndongko
Conseillers régionaux principaux
GMCR/CEA**

ECA
336.3(674.1
R2215
o.2

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
GROUPE MULTIDISCIPLINAIRE DES CONSEILLERS REGIONAUX

**RAPPORT DE LA MISSION
SUR LA DETTE EXTERIEURE
DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
(Bangui, 10-14 juillet 1995)**

par

M. LABIDI & W.A. NDONGKO

**Conseillers régionaux principaux
GMCR/CEA**

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Commission économique pour l'Afrique.

Addis Abeba
Septembre 1995

ECA

336.3(674.1)

R 22.15

C.2

TABLE DES MATIERES

	PAGES
RÉSUMÉ	i-ii
I. TERMES DE REFERENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES	1
II. REVUE DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE ET PERFORMANCES DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	2
III. CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE DE LA DETTE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	6
IV. PROBLEMATIQUE DE LA DETTE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	11
- La dette extérieure, problème commun des pays de l'Afrique Centrale	11
- La sévérité de l'endettement extérieur et intérieur	11
- Politiques d'ajustement et politiques de la dette	14
V. GESTION DE LA DETTE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	21
- Le rôle du Ministère des finances et la CAADE dans la gestion de la dette	21
- La planification et la relation dette-investissement	23
- La conversion des dettes	24
- Le renforcement des capacités nationales de gestion de la dette	25
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	28
ANNEXES	30-43
1. Personnes rencontrées en RCA par la Mission	
2. Références bibliographiques	
3. Tableaux sur la dette extérieure et quelques indicateurs macro-économiques	
4. Les propositions d'allègement et d'annulation de la dette extérieure	

RESUME

i. La présente mission a été menée en République centrafricaine (RCA) du 10 au 14 juillet 1995 par MM. M. Labidi et W.A. Ndongko, Conseillers régionaux principaux de la CEA. Cette mission avait pour but la préparation d'un rapport sur la dette de la République centrafricaine (RCA), ce dans le cadre de la préparation d'un rapport global sur la dette extérieure de l'Afrique centrale.

ii. Son bon déroulement a été rendu possible par l'appui du Gouvernement de la RCA et du Bureau du PNUD à Bangui. La liste des personnes rencontrées est donnée en annexe.

iii. Comme les autres pays d'Afrique centrale, la RCA fait face à d'importantes difficultés économiques et est un pays lourdement endetté. Il faudra d'importants efforts pour que se maintiennent dans le futur les effets positifs sur certains secteurs économiques de la dévaluation de Janvier 1994.

iv. Les responsables centrafricains sont très inquiets du montant de leur dette extérieure (900 millions de dollars en décembre 1994), dette dont le ratio de l'encours au PIB a fortement augmenté avec la dévaluation. Ils considèrent que la gestion traditionnelle de la dette n'a plus d'impact fondamental sur la capacité du pays à y faire face, car deux-tiers de la dette sont dus à des institutions multilatérales et ne sont donc pas concernés par les allègements obtenus lors des Clubs de Paris.

v. Il est reconnu que dans le passé la RCA n'a pas eu une gestion saine de sa dette. Des efforts de redressement sont en cours dans le cadre de l'actuel programme d'ajustement. Ils sont menés en particulier par le Ministère des finances et la Caisse autonome d'amortissement des dettes de l'Etat (CAADE).

vi. La gestion de la dette pose différents problèmes techniques: bonne maîtrise et gestion des finances publiques, mise en place et maintenance de bases de données fiables sur la dette, prévision des échéanciers de la dette, évaluation correcte des projets d'investissement, élaboration de la balance des paiements, élaboration des comptes nationaux, prévisions macro-économiques, etc.

vii. Fondamentalement, la solution du problème de la dette pose celui de la relance de la croissance à un rythme plus soutenu.

vii. En République centrafricaine, la politique de la dette doit faire face aux défis principaux suivants: i) trouver une solution adéquate à la dette multilatérale; ii) tirer bénéfice des rééchelonnements obtenus ou futurs de la dette bilatérale au Club de Paris; iii) obtenir la réduction du stock de la dette au moins aux conditions de Naples; iv) assurer l'affectation plus efficace des nouveaux crédits obtenus.

vii. Pour tenir compte de ces préoccupations et atteindre ces objectifs, il est impératif de renforcer les capacités nationales dans tous les domaines liés à la gestion de la dette.

I. TERMES DE RÉFÉRENCE ET ACTIVITES ENTREPRISES 1/

1. La présente mission a été menée en République centrafricaine (RCA) du 10 au 14 juillet 1995 par MM. M. Labidi et W.A. Ndongko, Conseillers régionaux principaux de la CEA. Cette mission fait suite à de précédentes missions au Congo et au Cameroun, visant la préparation d'un rapport sur la dette extérieure de l'Afrique centrale. Suite aux travaux entamés et aux contacts pris, il est apparu que le dossier technique à préparer peut être utilisé pour différentes études et débats sur la dette en Afrique centrale.

2. En RCA, la mission a été reçue par les responsables concernés (voir en annexe la liste des personnes rencontrées). Son bon déroulement a été rendu possible par l'appui du Gouvernement de la RCA et du Bureau du PNUD à Bangui.

3. Le présent rapport, qui fait suite au rapport préliminaire sur le Congo et le Cameroun, est une étape supplémentaire vers l'élaboration d'un rapport sur la dette extérieure de l'Afrique centrale. Il présente les informations, analyses, réflexions et propositions issues des contacts pris en RCA. Mais, il peut déjà être un instrument de travail pour les responsables et techniciens concernés par la question de l'endettement de l'Afrique centrale.

1/ Le présent rapport est préliminaire. Il sera révisé sur la base de l'exploitation de l'ensemble des informations collectées, en particulier des plus récentes. Dans un deuxième temps, suite aux missions devant être effectuées dans d'autres pays de la sous-région, il sera élaboré un rapport sur l'ensemble de la dette de l'Afrique Centrale.

II. A REVIEW OF SOCIO-ECONOMIC DEVELOPMENT AND PERFORMANCE OF CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

4. The Central African Republic (CAR) is a landlocked country of 623,000 sq. Km. with an estimated population of 3.1 million and a per capita GNP of \$390 in 1991. The primary sector, which consists mainly of agriculture, forestry and fisheries, is the mainstay of the economy. This sector accounted for 40% of GDP in 1991 and employed four-fifths of the active working population. Mining, manufacturing and utilities accounted for 16% of the GDP and services 37% in the same year.

5. In the early 1960s and 1970s, the intensification of the cotton development programme, increased investments in manufacturing and forestry as well as significant increases in the world market prices of cotton, timber, and diamonds and a reasonably well developed river transport system resulted in small but steady increases of per capita incomes.

6. However, in 1975 the GDP stagnated as a result of the price increase of petroleum products in 1974; but rose significantly during the period 1975-1977 due mainly to the increase in the production cotton and coffee in the mid-1970's. Unfortunately, the comparatively straight growth of agricultural production and GDP during the mid-1970s did conceal the rapidly developing structural imbalances in the economy of the country.

7. Consequently, therefore, since the late 1970s and 1980s, the CAR economy has suffered a severe deterioration, mainly as a result of inappropriate and poorly elaborated government policies and to some extent external shocks. For example, extensive government interference in the agricultural marketing and ill-advised agricultural reform policies in 1970 led to a complete halt of research and a rapid decline of agricultural services.

8. Furthermore, unsound and overly ambitious public investment programmes and rapidly increasing budget deficits, caused by an oversized and inefficient civil service, numerous state enterprises and short-term expensive borrowing reinforced and precipitated the economic decline. These internal problems were further compounded by falling international commodities prices and a growing disenchantment with the aid donors that led to the increased economic isolation of the country.

9. The extent to which the external factors compounded the internal problems was reflected in the substantial drop in the world prices for coffee between 1976 and 1979. Furthermore, foreign aid disbursements were cut in half and public investments decreased significantly. Consequently, the country's infrastructure became dilapidated, resulting in the breakdown of agricultural marketing and distribution channels.

10. The manufacturing sector, which was at a very early and fragile development stage also suffered from the general

deterioration of the economy during the second half of the 1970s and the nationalization and participation policy of the Government in the 1970s'. Because of political instability and financial difficulties in the late 1970s, private investment in the industrial sector was discouraged.

11. Years of rapidly growing employment in the public service (amounting for 50% of total salaried workers) and in state corporations resulted, however in incomes which have enabled the urban population to pay, to a large extent, for expensive imports. As a consequence estimated aggregate consumption increased by 25% in real terms between 1975 and 1979, while capital investment and exports declined by 11% and 21%, respectively. Gross Domestic Product stagnated between 1975/76 and 1981/82, while the population grew at an average annual rate of some 2.5%.

12. Since 1980, progress has been made towards re-establishing at least short-term economic management, a return to financial discipline and the elimination of the constraints impeding agricultural development. To this end, an emergency programme for 1980-1981 and a National Action Programme (1982-1985) was initiated with the main objective of rehabilitating the agricultural sector, reconstructing and maintaining of infrastructure in support agriculture and redressing the large financial internal and external financial imbalances in the economy.

13. In response to these initiatives, private and official capital flows rose substantially over the past few years. These measures have been supported by the World Bank and IMF facilities. The African Development Bank, the European Union, France and other bilateral donors have also provided significant financial and technical support to the adjustment efforts of the Central African Republic (CAR). The CAR has also benefitted from substantial debt relief from the Paris Club creditors in 1988 and 1990.

14. The major objective of the structural adjustment programme, which CAR began in 1986, was to reestablish sustained per capita income growth. The strategy was based on promoting capacity building in key public and parapublic institutions, rehabilitating agriculture, infrastructure, and education sectors and creating a more favourable climate for private investment. The programme also aimed at restoring competitiveness by shifting relative prices in favour of the export and import substituting sectors.

15. However, although contractionary policies kept inflation low, they did not lead to a reduction in domestic costs, large enough to compensate for terms of trade shocks and the appreciation of the CFA Franc against the dollar. Overall performance under the adjustment has been mixed. Macro-economic management has proved problematic due to internal and external shocks, loss of competitiveness, weak capacity for economic management and ensuring social tensions.

16. As a result, the economy has performed considerably below its potential as reflected in the following key indicators:

- (a) between 1976 and 1984, the GDP stagnated in real terms while the population grew by 21%;
- (b) although exports as a percentage of GDP rose significantly between the early 1970's and early 1980's, they virtually stagnated during 1980-84, and thus failed to play the role of engine of growth as was the case in the mid-1970s;
- (c) total domestic savings, which had always been low, have been negative since 1978; and
- (d) the rate of investment dropped from an already low average annual level of 11% of GDP during 1975-79 to less than 10% during 1980-84; despite the significant progress which was made towards the stabilisation of the public finances, the country did not, after public debt service, contribute to the financing of its public investments.

17. Overall, real GDP growth rate was negligible over 1986-1991 due mainly to a fall in agricultural exports. Coffee, the major source of export earnings in 1985 (accounting for 31%), was the hardest hit, declining to a 6% share in 1991. The absence of any fiscal and external adjustment was also a demonstration of weak customs and tax administration and the Government's inability to raise revenue or reduce expenditure. The weak implementation capacity of the government and absence of transparency and accountability in financial management also played a significant role in delaying policy changes and prolonging the adjustment period. For these and many other related reasons, between 1990 and 1993, total revenue fell from 43.1 to 28.4 billion Frs CFA. Total expenditure in 1993 amounted to 75.1 billion CFA Frs with 44% allocated for debt service. In the same year, the State deficit total some 47.3 billion CFA Frs (12.2% of the GDP).

18. Accordingly faced with a large deficit, the government had to make drastic reductions in public expenditures. To this extent, public investment fell by 33% between 1991 and 1993; thus bearing the main impact of the austerity measures; while primary expenditures fell by only 5%. Other expenditures on goods and services declined to the point where Government agencies did not have the funds to carry out their most basic tasks. However, the wages and salaries bill increased from 69% of total budget revenue in 1991 to 81% in 1993. (i.e. 30% of the total expenditure).

19. The year 1994 was marked by a slow recovery of economic activities which was accompanied by the devaluation of CFA Franc which took place in January 1994 and which had a considerable impact on the economy of Central African Republic. For example, the GDP increased from 362.4 billion CFA Frs in 1993 to 510.7 billion in 1994; that is a positive real growth rate of 4.90% as

compared to a negative rate of - 2.8% in 1993; economic sectors improved, prices of principal export products ameliorated, the trade balance registered a net increase of 8.3 billion CFA Frs for 1994, and budgetary receipts increased from 28.3 billion CFA Frs in 1993 to 38.9 billion CFA frs in 1994, thus representing 97.3% of the projected revenues for the fiscal year.

20. However, there was a rapid increase in the level of the price level as a consequence of the devaluation of the CFA Franc. Furthermore, because of the devaluation, final consumption increased from - 3.5% in 1993 to 23.6% in 1994; gross fixed capital formation increased from 35.5 billion CFA francs in 1993 to 60.4 billion CFA Francs in 1994 (that is an increase in the growth rate from - 8.5% in 1993 to 70% in 1994); and exports grew from 14.8% in 1993 to 40.1% in 1994.

21. Despite the real positive effects of devaluation of the CFA Frs on some sectors of the economy in the Central African Republic in 1994, it is not certain whether such gains shall be maintained in the future. There are many reasons for this pessimistic view. Firstly, the country still has a weak production base which has been aggravated by an inefficient mode of exploitation in key economic sectors such as agriculture and mining and a poorly developed market system.

22. Secondly, the weakness of national capacity from the human, financial and institutional standpoints, the inertia of the bureaucracy and the extreme shortage of well educated and qualified manpower are additional reasons for this gloomy scenario. Thirdly, the narrowness of the domestic market, the under-monetization of the economy and the weak purchasing power of the population shall continue to exert a downward pressure on the demand for goods and services.

23. Finally, the Central African Republic, because of its landlock situation, is extremely dependent on the goodwill of its neighbours. This has led to very high transport costs with the resulting adverse impact on economic activity which has been reflected by high levy on imported and exported goods. For this reason, and because of the doubling of the prices of imported inputs after devaluation and the high level of taxation in comparison with the neighbouring countries, it is likely that the competitiveness of locally manufactured goods will not undergo any significant improvements. These negative factors will continue to deter both indigenous and foreign investors for sometime to come.

24. In view of the foregoing analysis of the negative factors which will continue to influence the development of the economy of the Central African Republic in the medium and long-term, that there are no easy solutions to the economic and financial problems of the country. As a result, the adjustment process will continue to be over the next few painful years.

25. The country's economic problems, which have developed over many years, cannot be expected to disappear over night. To this extent, the magnitude of the country's economic and financial problems, require a more systematic and comprehensive policy changes, if the economy and per capita incomes are to grow again on a sustainable basis.

26. To this extent, some of the major priority areas which require the immediate attention of the Government include:

- (a) the improvement of the low level of agricultural production and export goods;
- (b) need for coherent overall and sectoral development strategies and investment programmes, including strengthening of institutions and decisions making processes;
- (c) further control of current expenditures and increase in government revenues in order to achieve and significantly increase public savings; and
- (d) action required to remedy the malfunctioning of international transport routes.

27. It is, however, evident that the task of overcoming the development problems of the Central African Republic surpasses the country limited financial, human and technical capacity. Consequently, the country will, for quite sometime to come, need considerable financial and technical assistance from the international community. This notwithstanding, the Government is no doubt aware that there are no self-correcting mechanisms within the economy of the Central African Republic which could operate towards achieving the objective of rapid socio-economic transformation and sustainable development. Consequently, any international technical and financial assistance must be accompanied by the Government's deliberate effort to implement the necessary adjustment policy measures and strategies initiated to relance the economy in the 1990s and beyond.

III. THE MACRO-ECONOMIC CONTEXT OF THE EXTERNAL DEBT OF CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

28. Although the Central African Republic has considerable exploitable natural resource potential, it remains one of the least developed countries of the African continent. With a per capita income of less than US\$ 400, it has been classed by the United Nations in the group of the least-less developed countries. The agricultural sector which contributes approximately 55% to its GDP accounts for 60% of the total export revenues, and is the main livelihood of 80% of the population. On the other hand, the manufacturing industries accounts for only 8% of the GDP.

29. During the first two decades of its independence, the Central African Republic, registered an economic growth rate of approximately 2.5% per year; which assured a low but regular income per inhabitant. The relatively encouraging economic performance did however hide the appearance of internal structural macro-economic disequilibria which were subsequently reflected by a sudden drastic decrease in the rate of investment from 20% in 1970 to 7% in 1978 and high consumption growth rate which was three times higher than that of GDP.

30. The appearance of these macro-economic disequilibria signalled the beginning of the economic crisis in CAR. As a result, from 1978 the GDP experienced a drastic decline of 3% per year. This was due largely to the excessive intervention of the State with the fertilizer reforms, nationalisation of industrial units, the fall in the world prices of basic products and the decrease in external assistance.

31. However, with the introduction of the financial stabilization programme, 1984 and 1985 saw some recovery of the national economy with an average growth rate of 4% per year and current budget balance moved from a deficit of 0.8% of GDP in 1983 to a surplus of 1.1% of GDP in 1985. During the period 1987-1991, economic growth remained weak and the GDP growth rate in real terms was only 2% per annum.

32. Furthermore, although the consolidated public finance deficit was reduced by 18.5% due to the reduction of budgetary expenses (ie from 15.6% to less than 12%), there was a substantial increase in the State subventions to the cotton and cocoa sectors. This limited the possibilities of improving the structure of current expenditures and a rapid fall in capital expenditures.

33. Despite expenditure cuts, particularly in public investment, the ratio of the fiscal deficit to GDP in 1992 - 11.6% of GDP - barely changed from its 1986 level. Between 1990 and 1993 total State revenues fell from 43.1 to 28.4 billion CFA Francs. As a consequence, in 1991 a fiscal crisis developed and the State was unable to pay its civil servants. In 1992, the Government paid only 2.8 months of the civil service salaries out of its own funds and by mid-1993 arrears in civil service salaries had grown to eight months.

34. At the end of 1993, total expenditures amounted to 75.1 billion CFA Frs with 44% going to debt servicing obligations. In the same year, the budget deficit stood at 47.3 billion CFA Frs (12.2% of the GDP). As a result of the large deficit, the Government had to make drastic cuts in public expenditures. For example, between 1991 and 1993, public expenditures were reduced by 33%, while current primary expenditures declined by only 5%.

35. Other expenditures on goods and services were reduced to the point where Government Ministries/Department/Agencies did not have adequate finances to undertake their most basic tasks. However, the

wages and salaries bill increased from 69% of total budget revenue in 1991 to 81% in 1993 (equivalent to 30% of expenditure).

36. Because of the foregoing situation, arrears were accumulated to the sum 107 billion Frs CFA by December 1993 (approximately four times of the total revenue collected 1993) of which 73 billion (ie approximately 68%) were internal arrears. This fiscal situation led to an extreme shortage and crisis of liquidity, and at the same time, "undermined the credibility of the State".

37. The outstanding foreign debt in 1993 totalled 228.3 billion CFA Frs (US\$ 221 million) ie. 63% of GDP, whereas in 1983 it represented only 10% of GDP. Because of the deteriorating situation of the public finances, the budgetary objective for 1994 was to equilibrate or balance current expenses with the State revenues, collected during the year. Expenditures on equipment, which accounted for an important portion of recurrent expenditures, were to be financed entirely from external resources.

38. In order to avoid the accumulation of new arrears in 1994, three conditions had to be satisfied. Firstly the stock of debt arrears which was in 1994 four times the revenues recovered by the State in 1993, had to be consolidated. Secondly, the projected revenues had to be realized, if not the shortfall had to be compensated rapidly by the reduction in expenditures. Thirdly, the budgetary deficit of some 14 billion CFA Frs indicated in the Draft Budget had to be reduced, and the State had to give the guarantee to the Trade Unions that salaries were to be regularly paid each month.

39. However, during the year 1994 although the budgetary revenues increased from 28.3 billion CFA Frs in 1993 to 38.9 billion CFA Frs in 1994, as compared to the projected revenues of 40 billion CFA Frs (ie a shortfall of 1.1 billion Frs CFA), the actual expenditures in 1994 stood at 100.9 billion CFA Frs as compared to projected expenditures of 114.8 billion CFA Frs.

40. In comparison to 1993, the expenditures increased by 50.6%. This considerable increase was due to the regular payment of salaries and equipment expenditures financed by external resources. As a result, the budgetary deficit in 1994 was 62 billion CFA Francs as compared to 38.70 billion CFA Frs in 1993; representing respectively 11.4% of GDP as compared to 10.3%.

41. Regarding the exchange rate of the CFA Franc, it should be pointed out that since 1948, the currency had been tied to the French Franc. However, since 1985, the overvaluation of the CFA Frs against the currencies of the industrialized countries had contributed largely to the loss of competitiveness of the Central African Republic, caused a deterioration of the terms of trade, and created a comfortable situation for the imports and import distribution sector which functioned at very high costs. At the same time, the rumours of devaluation encouraged the flight of capital from the country.

42. As a result, between 1991 and 1993, the growth rate of GDP was 5% at constant prices. However, in January 1994, the wait - and see policy was ended by the devaluation of the CFA Franc. In principle, the devaluation of about 50% should in the long-run produce substantial benefits to Central African Republic in the form of increase export earnings in local currency terms, encourage investment especially in import-substitution activities, restore the competitiveness of the economy and redistribute its resources to the most vigorous economic sectors.

43. However, the devaluation of the CFA Franc did in fact double the total debt of Central African Republic of approximately 230 billion CFA Frs in 1993 (ie 63% of GDP) to 87% of the projected GDP for 1994. As of 31 July 1994, some 50.8 billion CFA Frs had been cleared, including 4.4 billion CFA Frs external bilateral debt. In fact, the devaluation caused more financial insecurity vis-a-vis the outside world to resurface.

44. On the other hand, the rate of evolution of volume of money was on average -0.95% per year between 1987-1991, a level which was largely inferior to the nominal growth of GDP and market prices of 35% during that same period. This implied a prudent financial policy particularly as the general consumer price index was -0.2% in 1990.

45. The balance of payments, however, experienced a net deterioration - increasing from 15% to approximately 17.5% of GDP between 1988 and 1990. In particular, the external accounts in 1991 reflected the prevailing economic and social situation of the country - the reduction of the current account deficit from 18.8% to 15.9% of GDP between 1990 and 1991 accompanied a substantial reduction of global deficit financed by an accumulation of new arrears and a decline of official reserves.

46. As a result, the public external or guaranteed debt by the State was approximately 206.31 billion CFA Frs by the end of 1991, which represented 57% of the GDP. In fact, the debt management policy of the State during the 1970's and which continued in the course of the 1980's created grave difficulties for assuring debt servicing obligations whose ratio increased from 14% to 28% between 1983 and 1988.

47. Between 1993 and 1994, the debt servicing obligations increased from 10.5 billion CFA Frs to 12.1 billion CFA Frs while the arrears declined from 34.2 billion in 1993 to 11.8 billion in 1994. This considerable decrease was as a result of the measures taken by the bilateral creditors to reduce the Central African Republic debt in April 1994. At the same time, the ratio of the public debt to the GDP increased from 62.7% in 1993 to 85.6% in 1994.

48. It is clear from the foregoing review of the basic macro-economic indicators and trends that the economy of Central African Republic is extremely fragile. In effect the weak mobilisation of

internal resources has compromised the recovery of investments; thus limiting the future development potential of the economy.

49. The level of financial resources is also conditioned by the external environment. In fact, the public revenues, which are largely determined by world trade, have become more and more inadequate to cover current expenditures and support the repayment of the external debt as well as meet debt servicing obligations. To this extent, the macro-economic results in 1995 will be largely determined by the above internal and external factors which have increasingly influenced the economic development of the Central African Republic since the 1980's.

IV. PROBLEMATIQUE DE LA DETTE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

4.1. La dette extérieure, problème commun des pays de l'Afrique centrale

50. Le problème de la dette de la République Centrafricaine est en bien des points semblables à celui des autres pays d'Afrique centrale. Après la dévaluation du franc CFA de janvier 1994, tous les pays sont considérés comme pays à bas revenus (sauf le Gabon), le Cameroun et le Congo ayant rétrogradé de la catégorie des pays à revenus moyens à celle des bas revenus. Depuis cette même date, la plupart des ratios mesurant la gravité de leur endettement se sont détériorés. Les ratios dette extérieure/exportations de biens et services sont bien au dessus du seuil des 200 % pour la plupart des pays, ce qui montre leur sévère endettement.

51. La dette extérieure totale des dix pays d'Afrique centrale est estimée en 1993 à près de \$31 milliards de dollars US. La composition du stock de la dette extérieure de l'Afrique centrale est essentiellement bilatérale (48 %), le reste se répartissant entre dette multilatérale (26 %), dette privée (11 %) et court terme (16 %). Environ 35 % de la dette extérieure d'Afrique centrale est concessionnelle (15 % multilatérale et 20 % bilatérale). En raison de sévères difficultés de paiement, les pays ont accumulé d'importants arriérés de leurs dette intérieure et extérieure.

52. Plus de 70 % de la dette bilatérale de l'Afrique centrale est due à la France (39%), aux U.S.A. (11%), à l'Allemagne (9%), et l'Italie (6%) et la Belgique (5%). L'exposition multilatérale en Afrique centrale est dominée par la Banque mondiale (IBRD 15%, IDA 43%), AFDB (15%) et AFDF (11%). Près de 64 % des crédits multilatéraux en Afrique centrale sont en termes concessionnels.

53. Pour plus d'information sur cette dette, il peut être consulté les tableaux donnés dans le Rapport préliminaire de la mission au Congo et au Cameroun 2/.

4.2 La sévérité de l'endettement extérieur et intérieur de la RCA

54. Des tableaux détaillés relatifs à la dette extérieure de la RCA sont donnés en annexe. Une idée globale de son évolution est donnée dans les tableaux suivants:

2/ Rapport préliminaire de la mission au Congo (4-9 mars 1995) et au Cameroun (17-21 avril 1995) sur la dette extérieure en Afrique centrale par M. Labidi et W. Cabrera

**Tableau 1: RCA - Evolution de l'encours de la dette publique
en millions de FCFA**

	1982	1986	1990	1993	1994
DETTE EXTERIEURE TOTALE	<u>35644</u>	<u>134047</u>	<u>161782</u>	<u>228248</u>	<u>443002</u>
Dette bilatérale	35644	69363	44692	70471	122505
Dette multilatérale	0	64684	117090	157177	320497
DETTE INTERIEURE TOTALE		<u>11898</u>	<u>10000</u>	<u>7800</u>	<u>22294</u>

Source: Ministère des finances, Direction de la dette

**Tableau 2: RCA - Arriérés de la dette au 30/6/95
en millions de FCFA**

	INTERETS	PRINCIPAL	TOTAL
DETTE EXTERIEURE TOTALE	14866 12653	34108 27437	48974 40090
Dette bilatérale	2213	6671	8884
Dette multilatérale			

Source: Ministère des finances, Direction de la dette

55. Ces données correspondent à celles reprises dans l'extrait d'un rapport de la Banque mondiale sur la RCA, extrait intitulé "Debt Management and Sustainability". Ce rapport estime que la RCA a, en décembre 1994, une dette extérieure totale de 900 millions de dollars (représentant 125 % du PIB). Deux tiers de la dette sont dus à des institutions multilatérales. Un peu moins de la moitié du tiers restant est dû aux créiteurs du Club de Paris. Le pays n'a pratiquement pas de dette commerciale non garantie. Ce rapport remarque que la situation préoccupante de la dette en RCA se reflète dans les rééchelonnements répétés au Club de Paris (6 fois depuis 1981: 1981, 1984, 1985, 1988, 1990, avril 1994) et l'accumulation d'arriérés. Le ratio du service de la dette aux exportations est resté relativement bas (moins de 10%) en raison des rééchelonnements successifs, des prêts concessionnels et de l'accumulation d'arriérés. Pour ce rapport, l'avenir reste

préoccupant: "En dépit du bas service de la dette, la charge de la dette de la RCA restera élevée étant donné que son compte des transactions courantes hors intérêts demeurera substantiellement déficitaire dans le proche futur. La capacité de la RCA à servir sa dette dépendra presque exclusivement de nouveaux déboursements extérieurs.

56. Le Club de Paris d'avril 1994 a octroyé à la RCA un allègement de la dette éligible par référence aux Termes de Toronto améliorés 3/. Le communiqué de presse publié après cette réunion du Club de Paris indiquait que les pays créanciers "ont salué la mise en oeuvre, avec le soutien du Fonds monétaire international, du programme d'ajustement nécessaire et ont pris note du fait que le très faible niveau de revenu par habitant de la République Centrafricaine et la charge très importante de sa dette justifient également dans ce cas, un traitement exceptionnel d'allègement de la dette. C'est pourquoi ils ont accepté de recommander à leurs gouvernements de mettre en oeuvre des options de réaménagement de dette permettant une réduction de la valeur actualisée nette des montants réaménagés pouvant aller jusqu'à 50% de la dette éligible". "Les pays créanciers participants se sont également déclarés d'accord, sous certaines conditions et après une période de trois ans, sur une réunion destinée à l'examen de la question du stock de la dette de la République Centrafricaine".

57. Les Termes de Naples n'étaient pas encore admis par le Club de Paris (au moment de la mission, leur contenu était peu ou pas connu des responsables centrafricains). Avant ce Club de Paris, et en liaison avec des engagements pris au moment de la dévaluation, la France et l'Allemagne ont annulé toute la dette APD qui leur était due (au total, allègements bilatéraux de 26,8 md FCFA pour la RCA). Le Club de Paris a consenti des allègements de dette d'une vingtaine de milliards de FCFA, ce qui est considéré comme peu par les autorités centrafricaines au regard de l'encours de la dette du pays. En effet, de tels allègements ne concernent pas la dette multilatérale qui est l'essentiel de la dette du pays; seul son rééchelonnement sur 40 ans a été consenti.

58. Le Comité monétaire national (BEAC/RCA) jette un cri d'alarme sur la sévérité de l'endettement du pays. Il évalue au 31 mars 1995 le volume global de la dette publique à 511,7 milliards (dont 80 md de FCFA de dette intérieure) soit environ 90% du PIB. Il souligne le niveau très élevé du service global de la dette prévu pour 1995 : 56,3 md FCFA, dont 27,1 md de FCFA au titre du service normal et 29,2 md FCFA au titre des arriérés des années 1993 et 1994. Il constate que le Ministère des finances, qui n'avait dégagé que 5 milliards pour y faire face doit donc combler un besoin de financement très important (il est de 51,2 à 24 md FCFA selon les sources), ce avec l'aide des partenaires extérieurs. Or, ajoute-t-

il, en 1994, le FMI et les autres bailleurs de fonds ont arrêté tout décaissement.

59. La sévérité et l'évolution de la dette intérieure publique sont aussi une préoccupation. La maîtrise de cette dette publique intérieure (estimée à 80 md FCFA): son inventaire doit être précisé, les dettes croisées doivent être apurées, les arriérés de salaires doivent être négociés avec les syndicats et des rééchelonnement obtenus auprès des fournisseurs. Pour des responsables centrafricains, la dette intérieure doit être payée car elle permet de relancer l'activité économique. Pour eux, un contrôle rigoureux des créances reste à faire et il ne faut pas que les créanciers étrangers installés en RCA réexportent purement et simplement les paiements qui auraient été faits (mais la rapatriation des capitaux est libre).

4.3. Politiques d'ajustement et politiques de la dette

Les politiques d'ajustement

60. L'examen de l'évolution des politiques économiques en RCA et de leur contexte macro-économique montre que les politiques d'ajustement sont depuis les années 1980 le cadre général des politiques de la dette de la RCA. Dans un premier temps, jusqu'à la dévaluation de janvier 1994, il s'agissait surtout de restreindre la demande par des politiques de type déflationniste.

61. C'est depuis la fin de la période 1960-mi 1970, et surtout depuis le début des années 1980, que des efforts de rétablissement des équilibres sont menés, sans grand succès jusqu'à présent. Ils avaient été initialement imposés par les déséquilibres et l'endettement excessif pendant le développement assez rapide enregistré dans les années 1960 et début 1970. Les premières mesures d'austérité et de stabilisation financières ont surtout consisté à réduire les dépenses publiques, tout particulièrement celles d'investissement, pour limiter les déficits publics et pouvoir rembourser la dette extérieure. Les limites de telles mesures sont vite apparues car, n'étant pas accompagnées d'actions suffisantes de développement et de rééchelonnement ou de traitement de la dette, elles ont conduit à une forte baisse du taux d'investissement et à l'impossibilité de la relance économique. Le premier plan d'ajustement mis en oeuvre en 1986 prenait davantage en considération la nécessité de ressources financières extérieures et sa mise en oeuvre a permis l'obtention de nouveaux rééchelonnements de la dette au Club de Paris. Cependant, la détérioration de la situation économique, un service de la dette de plus en plus insupportable et la non maîtrise des recettes et dépenses publiques ont amené la dévaluation de janvier 1994 et l'adoption d'un nouveau plan d'ajustement décrit dans le Mémoire des politiques économiques et financières pour 1994.

62. Ce programme d'ajustement et de réforme pour 1994 s'inscrivait dans le cadre à moyen terme 1994-96. A l'appui de ce programme, le

gouvernement sollicitait auprès du FMI "un accord de confirmation sur une période de 12 mois, pour un montant total équivalent à 16,48 millions de DTS, soit 40% de sa quote-part. Le gouvernement ajoutait qu'il entendait solliciter au moment opportun et sur la base des progrès accomplis ... un accord de trois ans au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcé "4/. Suite aux lacunes dans sa mise en oeuvre, ce programme est en cours de remplacement par un programme 1996-98.

63. La stratégie à moyen terme de ce programme d'ajustement visait à restaurer les grands équilibres intérieurs et extérieurs à moyen terme tout en permettant un retour à la croissance du PIB réel par habitant. Cette stratégie repose sur: i) la dévaluation du 12 janvier 1994; ii) la compression de la demande intérieure à travers une politique budgétaire restrictive et l'accroissement des recettes de l'Etat; iii) la poursuite des réformes structurelles afin d'accroître l'efficacité de l'appareil productif et encourager la reprise de l'investissement privé. Il prévoit un programme triennal glissant 1994-96 des investissements de 175 milliards de FCFA, soit annuellement 11% du PIB, financés sur des dons à hauteur de 40%. Il vise aussi la libéralisation de l'économie.

64. La dette extérieure est une préoccupation fondamentale du programme d'ajustement de 1994, comme elle l'avait été pour les programmes précédents. Le Mémorandum de présentation note que "le changement de parité a eu pour effet de doubler l'encours de la dette extérieure exprimée en franc CFA". Il souligne l'importance des arriérés de la dette, la nécessité de nouveaux endettements et financements dans les années à venir.

65. Le Mémorandum constate que depuis 1990, la RCA n'a pu faire face à sa dette vis-à-vis des créanciers officiels bilatéraux et enregistre des retards importants de paiement vis-à-vis du FMI, de la BM et de la BAD. Les arriérés totaux de paiement de la dette extérieure y sont évalués à 66 milliards de FCFA à fin 1993. Il prévoit que le ratio de l'encours de la dette au PIB passera de 65% en 1993 à 85% en 1994, "niveau auquel il devrait se stabiliser". Ce programme constate que malgré les progrès prévus, le financement du programme nécessite que soit couvert par l'aide extérieure, un besoin de financement estimé à 89,8 milliards de FCFA, ce par les voies d'aides exceptionnelles, d'allègement de dette, de passages au Club de Paris. Le Mémorandum note que "la RCA restera lourdement tributaire des financements au titre de projets pour couvrir son déficit des transactions courantes compte tenu des paiements d'amortissement, du règlement des arriérés extérieurs et d'une légère augmentation des réserves de change de la Banque centrale".

66. En effet, il faudra assurer le service de la dette restante dans un contexte de déficit persistant de la balance des paiements et de flux limités de capitaux privés. Les arriérés aux créanciers

multilatéraux seront payés par paiement au comptant et le service de la dette qui leur est dû aura priorité. Malgré la progression prévue de l'excédent commercial, le solde des services restera fortement négatif en raison du doublement des paiements d'intérêts et du coût élevé des transports en raison de l'enclavement du pays. L'augmentation des transferts sans contrepartie ne permettra qu'une réduction partielle du déficit des transactions courantes extérieures. Comblé ce déficit sera d'autant plus difficile que la RCA s'est engagée à ne contracter que des prêts concessionnels, à veiller à ce que le secteur public n'utilise de crédits à court terme que pour l'importation de biens de première nécessité et à ne pas accumuler de nouveaux arriérés de la dette. En effet, l'entrée de capitaux privés restera limitée malgré l'optimisme du Mémorandum qui indique que les réformes et politiques appropriées "permettront un retour de la confiance des investisseurs et que "la RCA devrait donc bénéficier à la fois des apports nets de capitaux privés et des investissements étrangers directs".

67. Ce programme d'ajustement estime que les obligations de la dette seront mieux assurées grâce à une politique économique et financière plus rigoureuse, s'appuyant sur la maîtrise des finances publiques et la réforme et la privatisation du secteur public. Pour diminuer les déficits publics, il est prévu la mise en oeuvre d'une nouvelle politique fiscale ainsi que la revue et la maîtrise des dépenses publiques. La maîtrise de la dette publique intérieure y est une priorité. Les préoccupations dans ces domaines apparaissent à travers les critères de réalisation retenus pour évaluer la mise en oeuvre du plan d'ajustement:

Tableau 3: Quelques critères de réalisation et repères pour la mise en oeuvre du Plan d'ajustement en RCA

A. Critères de réalisation quantitative

1. Limite sur l'augmentation des avoirs intérieurs nets
2. Limite augmentation des engagements nets administrations centrales auprès système bancaire
3. Limite augmentation crédits aux entreprises publiques auprès du système bancaire
4. Paiements minimum au comptant sur les arriérés extérieurs
5. Accumulation bruts d'arriérés intérieurs et extérieurs
6. Limites sur les engagements ou la garantie de nouveaux prêts extérieurs de durée 1-15 ans
7. Limite sur l'endettement net avec durée <1an

B. Repères quantitatifs

1. Recettes totales administrations centrales hors droits douane sur importations financées par dons et prêts projets
2. Salaires total administrations centrales

C. Critères de réalisation structurels.

1. Mise en place s/d fiscalité entreprise
2. Mise en oeuvre nouveau tarif douanier commun TEC
3. Achèvement inventaire arriérés intérieurs

D. Repères structurels

1. Achèvement contrôle fiscal des plus grandes entreprises
2. Achèvement recouvrement fiscal ces grandes entreprises
3. Achèvement liquidation contentieux + importants cas de fraude fiscale

Relèvement des prix des biens et services

Prod. pétroliers, électricité, télécommunications, eau, café, coton

Matrice des mesures pour la DGID

Organigramme, applications informatiques
Taxation individuelle, taxation des sociétés

Plan d'action pour les services du Trésor

Recouvrement, dépenses

Plan d'action pour le service des douanes

Application réforme UDEAC, audit SYDONIA et mise en oeuvre audit, réorganisation

Plan d'action ministère fonction publique

Actions immédiates: nettoyage fichier solde, mise à la retraite
mesures court et moyen terme: décrets application statut général fonction publique, mise à jour
plans d'effectifs des dpt ministériels, contrôles, informatisation

L'interdépendance de la situation économique et de celle de la dette

68. Comme cela a déjà été montré, les résultats économiques des différents plans d'ajustement ne sont pas ceux qui étaient attendus et n'ont pas permis la réunion des conditions pour une maîtrise de la dette. Certes en 1994, le taux de croissance du PIB s'est accru, mais la situation de la dette reste préoccupante et le FMI a suspendu ses prêts car il juge peu satisfaisante la mise en oeuvre du programme d'ajustement de 1994.

69. Des données sur l'évolution économique ont déjà été présentées précédemment; d'autres sont présentées ci-après de façon résumée ainsi qu'en annexe. LA BEAC (Comité monétaire national) estime qu'en 1994 le taux de croissance a été de 7% après 3 années de dépression ⁵/, mais il juge fragiles ou mauvais les équilibres financiers internes et externes. Comment se présentera 1995 ? La croissance sera-t-elle de 5%, l'inflation sera-t-elle bloquée à moins 20% et sera-t-il dégagé un solde commercial excédentaire de 5 milliards de FCFA ? Certes, l'impact de la dévaluation sur la production agricole a été positif: amélioration de la compétitivité des produits agricoles centrafricains, régénération de la filière café, retour à l'équilibre financier de la filière cotonnière, hausse des prix des cultures vivrières. Il existe donc de bonnes perspectives d'avenir de la production agricole. Mais, la dévaluation a eu un effet négatif sur l'industrie et un impact désastreux sur le secteur des transports en raison de difficultés accrues d'entretien.

70. Le bilan reste donc mitigé, ce qui ne permet pas la solution des principales difficultés, notamment celles des équilibres financiers internes et externes, celles de la bonne gestion des finances publiques et de l'économie. Les recettes publiques ont augmenté moins que prévu et les dépenses plus que prévu, le déficit budgétaire atteignant 30% du PIB. Dans ce cadre, le FMI a suspendu l'Accord de confirmation car il estime que la RCA n'a pas respecté les critères liés au Plan d'ajustement et à l'avancement insuffisant des réformes structurelles: il n'a été effectué qu'un seul versement (16,5 millions dollars) au titre de l'accord de confirmation de 1994.

**Tableau 4: RCA, Evolution ressources-emplois du PIB
prix du marché, en milliards FCFA**

	1993	1994	1995prev
RESSOURCES	436,2	618	730
PIB	354,8	485	577,4
Importations	81,8	133	152,6
EMPLOIS			
Consommation privée	304,8	381,3	463,7
Consommation publique	42,3	75,4	76,7
Investissements privés	10,6	16,6	19,9
Investissements publics	24,1	36,6	48,7
Variation de stocks	3,7	8,5	10,6
Exportations	51,4	99,6	110,3

Source: DSEE/Indicateurs économiques, Comité monétaire national, RCA, mai 1995

Tableau 5: RCA, Quelques indicateurs économiques

	1990	1993	1994	1995 prev
<u>En % du PIB</u>				
Epargne nationale	3,8	7,6	8,0	9,7
Epargne intérieure brute	-0,6	2,3	5,8	6,4
Consommation	100,6	97,7	94,2	93,6
Formation brute de capital	12,5	10,9	12,7	13,7
Déficit en ressources	-13,1	-8,6	-6,9	-7,3
Solde de la bal.paiements	-4,9	-1,9	1,9	-4,0
Finances publiques				
Recettes totales	10,9	8,0	7,3	9,1
Dépenses totales	-22,7	-22,0	-22,4	-21,2
Solde global	-11,8	-14,0	-15,1	-12,1
Dette publique extérieure	43,3	64,4	91,8	87,4
Ratio service de la dette	22,4	23,4	23,9	26,0
Ratio service dette payée	17,9	7,1	13,4	-
Taux de change FCFA/\$US	272,3	283,2	555,2	534,9

Source: Aide mémoire, FMI, Consultation 1995

La politique de la dette

71. Face à cet endettement, les politiques de la gestion de l'endettement sont-elles bien élaborées et mises en oeuvre? La Banque mondiale semble estimer que cela n'est pas le cas. Certains responsables insistent quant à eux, sur le fait qu'en raison des conditionnalités des programmes d'ajustement les nouveaux emprunts ont servi en priorité au remboursement de la dette et au financement d'emplois non productifs.

72. Selon le document déjà cité de la Banque mondiale ⁶/, "la RCA n'a pas une gestion saine de sa dette en place, principalement en raison de l'instabilité politique et de la mauvaise gestion macro-économique de la dernière décennie. La dépendance du pays par rapport aux donateurs s'est accrue pour le financement de son budget et de ses importations essentielles. La part intérieure du financement du budget a décru de 53% en 1986-92 à 42% en 1995. Le gouvernement dépend du financement extérieur pour 90% de son programme d'investissement". Selon ses auteurs, "la priorité dominante d'une stratégie saine de la gestion de la dette extérieure est d'avoir un cadre de politique économique approprié pour démontrer les efforts de réforme du gouvernement à la communauté internationale ... par la mise en oeuvre d'un programme d'ajustement structurel ... Dans ce cadre, la stratégie de la dette doit faire face aux questions essentielles suivantes: i) pour la dette multilatérale, normaliser les relations de crédit aussi tôt que possible; ii) pour la dette bilatérale du Club de Paris, l'objectif immédiat est de tirer plein bénéfice du rééchelonnement obtenu, de faire face à ses obligations et de se préparer à obtenir une réduction du stock de la dette après 1997 aux conditions de Naples; iii) pour la dette hors Club de Paris, l'objectif est de restaurer des relations ordonnées avec les créiteurs et d'obtenir des accords au moins aussi favorables que ceux du Club de Paris ". Il est intéressant de noter que ce rapport admet qu'"une opération de réduction du stock de la dette réduirait effectivement les arriérés et normaliserait les relations avec les créiteurs". Pour atteindre les progrès visés, un ratio du service de la dette se stabilisant à un niveau inférieur à 20% en 1995-2004, il pose les conditions suivantes: i) augmentation des exportations d'au moins 3% par an en 1995-2004; ii) maintien des nouveaux déboursments à moins de 40 millions de dollars par an; iii) obtention de nouveaux financements hautement concessionnels.

73. Des responsables économiques centrafricains considèrent que la gestion traditionnelle de la dette n'a plus d'impact fondamental sur la capacité du pays à y faire face, la RCA étant asphyxiée par les échéances à rembourser. La dévaluation a augmenté la dette et a eu des effets contrastés sur les déficits budgétaires. L'application de la réforme fiscale-douanière de la BEAC a entraîné

une baisse des recettes publiques. Etant donné que la dette extérieure est essentiellement multilatérale, une politique adéquate de la dette et sa bonne gestion doivent s'attaquer réellement aux problèmes posés par cette dette. A l'image de ce qui a été fait pour la dette bilatérale, il s'agit donc d'annuler aussi en partie ou en totalité cette dette due aux organisations multilatérales. Par ailleurs, la date butoir (cut-off) retenue (1985) ne doit pas rester immuable (par exemple, 1988 au lieu de 1985), d'autant plus que il n'y a pas eu d'endettement bilatéral depuis dix ans, ce qui fait que le Club de Paris est concerné par des montants de dette de plus en plus faibles. Des responsables centrafricains notent aussi l'affectation inefficace des nouveaux crédits obtenus qui, au cours des années 1990, ont servi en priorité à des emplois improductifs: financement des réformes, financement des déficits de l'Etat, paiement des arriérés de dette aux créanciers. Cela continue car les déficits budgétaires n'ont pas beaucoup baissé.

V. GESTION DE LA DETTE EXTERIEURE DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

5.1 Le rôle du Ministère des finances et la CAADE dans la gestion de la dette

74. Le Ministère des finances et la Caisse autonome d'amortissement des dettes de l'Etat (CAADE) sont les principales administrations économiques concernées par la gestion de la dette. Mais, le Ministère du plan et la BEAC (Direction nationale) contribuent aussi au processus de la politique de la dette ou à celui de sa gestion.

75. Le Ministre des finances est responsable de la politique de la dette, mais l'outil de gestion de la dette est un établissement public, la Caisse autonome d'amortissement. L'organigramme général du Ministère des finances et du budget est le suivant: Ministre; Cabinet de 8 chargés de mission; Secrétaire général; quatre directions générales: Budget (y compris direction de la prévision), Douanes, Impôts et trésorerie générale; Direction du contrôle financier; Inspection centrale des finances. Dans les années 1970, la gestion de la dette était dévolue à un service du Ministère des finances, celui-ci ayant été érigé en Caisse d'amortissement en 1982.

76. Les missions théoriques et l'organisation de la CAADE sont fixées par l'ordonnance 82-017 du 8 avril 1982 portant organisation de la CAADE et le décret 82-195 du 8 avril 1982 relative à son organisation. La CAADE est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est chargé de gérer l'ensemble de la dette publique, c'est-à-dire, tout emprunt réalisé au profit de l'Etat ou au profit d'offices, sociétés d'Etat ou de tout autre organisme ne

dépendant que de l'Etat; tout emprunt réalisé au profit de tiers, mais avec l'aval ou la garantie de l'Etat ou d'un organisme public. Le visa préalable du Directeur général de la CAADE est exigé avant toute signature de convention et de contrat ayant pour conséquence de créer une dette à la charge de l'Etat. En cas de refus de signature, le gouvernement en fait rediscuter les termes. Le budget de l'Etat a toutes ses dépenses relatives à la dette publique inscrites dans les chapitres relatifs la CAADE. La CAADE est chargée de recevoir et de prendre en recettes aux comptes ouverts dans ses écritures: les produits des emprunts; les recettes du budget de l'Etat et affectées à la CAADE; les revenus des fonds versés à la Caisse; les fonds dont la gestion est confiée à la CAADE; les titres fonciers des immobilisations déposées en affectation hypothécaire; toutes recettes résultant des dispositions des lois de finances; les produits de commissions d'aval et de garanties. La CAADE a pour attribution d'établir un échéancier de remboursement de la dette publique; de déclarer à la Banque mondiale toute convention de prêt modifiant l'endettement de l'Etat; d'effectuer le contrôle de l'émission de prêts garantis; de participer à toute négociation sur la dette. La CAADE est gérée par un directeur général sous le contrôle d'un comité de gestion dont la composition et les attributions sont fixées par décret. La CAADE ne fait pas de prêt au Trésor. Les dépenses de la CAADE se font dans le cadre d'un budget approuvé par le comité de gestion. La CAADE devra avoir un fonds de garantie au moins égal à une annuité moyenne de l'encours global des emprunts restant à amortir, fonds à constituer dans les dix premières années de son fonctionnement. Il ne peut y avoir de dépôt des disponibilités de la Caisse à l'extérieur du territoire national. Le comité de gestion de la CAADE est présidé par le Ministre des finances et se réunit une ou deux fois par an. La CAADE comprend les services suivants: l'Agence comptable (agent comptable, service comptable, service de dépôt), la Direction du service de la dette, des études et de l'analyse des projets d'investissements (service dette intérieure, service dette extérieure, service études et analyse des projets d'investissements); le Service administratif. Le budget CAADE comprend trois sections: fonctionnement, service de la dette, opérations en capital.

77. En réalité, la CAADE n'est pas en mesure d'exercer l'ensemble de ces missions. Son effectif est d'une vingtaine de personnes et son encadrement doit être renforcé. Le fonds de garantie n'a pu être mis en place. La CAADE semble considérer que son rôle n'est pas assez reconnu, en particulier en amont du processus d'endettement. Elle a surtout un rôle de remboursement des dettes. La CAADE est chargée du remboursement de la dette. A cet effet, elle gère environ 300 conventions. Elle reçoit les différentes conventions après signature, puis est informée des déblocages de fonds, de décaissement par les créanciers; elle notifie chaque convention à la Banque mondiale; elle tient une fiche par projet; elle tient un échéancier et fait des prévisions transmises au budget, lors de l'élaboration de la loi de finances. Pour une partie minime des prêts, les taux d'intérêts sont variables, ce qui nécessite informations et compétences supplémentaires. Elle reçoit

ensuite des fonds du trésor pour assurer le paiement à travers ses comptes à la BEAC et dans les banques primaires. Jusqu'à récemment, elle bénéficiait du produit de certains impôts (pierres précieuses et bière, fonds de compensation de l'UDEAC). Dans le passé, le remboursement a été perturbé par des facteurs politiques et autres pour les priorités du remboursement de la dette. Le Directeur général de la CAADE insiste pour l'avenir sur l'importance du respect des engagements. Le DG de la CAADE estime que la dévaluation a eu des impacts négatifs sur les capacités de remboursement du pays et a aggravé la situation de la CAADE, qui par exemple n'a pas encore reçu les 16 md FCFA que le Trésor devait lui verser pour la dette 1995. L'augmentation des recettes d'exportations n'a pas eu d'effet positif sur les ressources de la CAADE. Le DG de la CAADE souhaite prendre des initiatives pour avoir d'autres ressources (emprunter sur le marché financier). Il remarque que les relations financières du pays ne sont pas assez diversifiées. En ce qui concerne les créanciers, seuls une dizaine de pays sont concernés. Mais, ajoute-t-il, la meilleure façon pour un pays de diminuer la dépendance financière est de financer une partie appréciable de ses investissements sur ses ressources propres.

78. Pour le Directeur général, les missions de la CAADE devraient être revues, car elles ont été fixées au moment où la question de la dette n'était pas aussi grave. Sa mission était de gérer la dette après un certain stade, ce qui ne lui permet pas, par exemple, d'intervenir dans les négociations de prêts. Son rôle actuel consiste surtout à prévoir les échéances de paiement, à transmettre à la Direction générale du budget/MF les informations qui lui sont nécessaires en matière de prévision par la Loi de finances des paiements des intérêts de la dette et de son amortissement, à assurer les paiements venus à échéance. C'est aussi la CAADE qui transmet aux services du Ministère du plan et de la statistique les données nécessaires à leurs travaux de comptabilité nationale et de prévision.

79. Pour les remboursements au FMI, la BEAC joue un rôle particulier. Elle en tient l'échéancier et en informe le trésor. Une fois l'ordre de transfert fait par le Trésor, elle débite le compte du trésor et crédite le siège de la BEAC qui est chargée de payer le FMI. Pour les autres prêts, sur ordre de la CAADE pour le paiement d'un créancier, le compte de celle-ci est débité et le paiement du créancier s'effectue à travers le compte d'opération de la Banque de France.

5.2. La planification et la relation dette-investissement

80. En RCA, les négociations des conditions de prêts des investissements publics concernent le Ministère du plan, le Ministère des finances, le Ministère technique concerné et la CAADE. C'est un travail de groupe, mais le Ministère du plan semble être le plus impliqué, (le Ministre du plan signant les conventions), la CAADE estimant qu'elle n'est pas assez consultée.

81. Par ailleurs, on sait que le Ministre du plan, à travers sa contribution aux politiques macro-économiques, a une influence certaine sur les politiques de la dette. L'organigramme du ministère du plan comporte les principaux éléments suivants: le Ministre, le Cabinet, le Coordonnateur du plan et quatre divisions (Synthèse et gestion de l'économie, Relations extérieures, Programmes et projets, Statistiques et études économiques). Le Ministère du plan a été rétabli en 1995, après avoir gardé son autonomie dans l'ancien grand Ministère des finances et du plan. Cette remise en selle du plan, que certains remettent en cause et d'autres appuient, est liée à la capacité de son équipe d'être un interlocuteur nécessaire pour les autorités nationales et les organisations internationales et bailleurs de fonds étrangers. Les partisans du Ministère du plan estiment que les services des finances ont tendance à privilégier le court terme et que seuls des services du plan peuvent accorder l'attention nécessaire au moyen terme et au long terme, ainsi que pour d'autres tâches spécifiques (statistiques, études économiques, prospective. Le plan manque cependant de moyens, en particulier depuis la fermeture du projet d'appui à la planification (en 1994).

82. Pour le Coordinateur du plan, la politique d'investissement est une composante importante de la politique d'endettement. Depuis plusieurs années, une orientation qui s'est imposée, suite à la perte d'accès aux marchés financiers et aux conditions de rééchelonnement de la dette, est de ne pas financer de projets bénéficiant de prêts de durée inférieure à 12 ans, de période de grâce inférieure à trois ans et de concessionnalité inférieure à 25%. En fait, pour les projets d'investissement, il faut s'adresser surtout aux institutions d'aide au développement et privilégier les projets qu'ils financent. Mais, dans ce domaine, un problème reste celui de l'orientation des financements des investissements et de leur caractère utile; il ne faut pas financer de manière directe ou indirecte le fonctionnement (par exemple à travers le financement de l'assistance technique) ou créer des charges récurrentes importantes. Il faut travailler à l'amélioration de la programmation des investissements et de la sélection des types appropriés de sources de financement. Actuellement, il est même constaté une difficulté d'accès aux dons.

83. L'investissement privé ne semble pas suffisamment pris en charge par les administrations économiques, aussi bien du point de vue de son orientation que de sa connaissance et de son suivi.

5.3. La conversion des dettes

84. La RCA n'a pas beaucoup d'expérience en la matière. Pourtant, un lien pourrait exister entre un processus de conversion de dettes et celui de la privatisation, puisque 12 entreprises publiques sont en cours de privatisation sur 28 (dont téléphone, électricité, distribution, hydrocarbures, banques). La seule initiative réelle a été celle de l'UNICEF et concerne la dette argentine. Le projet n'a pas encore abouti.

85. Le rapport de mission de l'UNICEF sur cette proposition de conversion de la dette en République centrafricaine indique que cette proposition a pour but de contrecarrer l'effet négatif de la dette sur les programmes sociaux. Cette proposition veut tirer profit de la faible valeur de la dette centrafricaine sur le marché secondaire (15% ou moins valeur nominale). Les 12 millions de dollars de la dette argentine pourraient être rachetés pour 1,8 millions dollars par des ONG sous le couvert de l'UNICEF. Le gouvernement donnera en FCFA 30% de la valeur nominale, soit l'équivalent de 3,6 millions dollars pour financer des programmes sociaux locaux. Mais même ce rapport remarque que le gouvernement de la rca devra payer en CFA la transaction de conversion sur son budget national qui fait actuellement face à plusieurs demandes compétitives et que même si les décaissements sont étalés sur une période de trois ans ou plus, les disponibilités de trésorerie restent cependant limitées. Des doutes existent chez des responsables centrafricains sur l'utilité de la proposition de l'UNICEF.

5.4 Le renforcement des capacités nationales de gestion de la dette

86. La bonne gestion de la dette pose différents problèmes techniques: tenue de la comptabilité publique, gestion des bases de données sur la dette, évaluation des projets d'investissement, élaboration de la balance des paiements, élaboration des comptes nationaux, prévision des échéanciers de remboursement du principal et des intérêts de la dette, prévisions macro-économiques, prévision des budgets et de la trésorerie de l'Etat etc.. Ces problèmes posent celui du renforcement des capacités nationales de gestion dans tous ces domaines.

87. Selon son Directeur général, le personnel de la CAADE doit être capable d'analyser des prêts multi-devises, d'intervenir sur le marché financier de la sous-région pour se procurer des ressources (ce qui peut paraître trop ambitieux), avoir des connaissances informatiques. Il souhaite lancer un programme de formation de son personnel, mais manque de moyens pour cette tâche qu'il considère comme prioritaire. La CAADE considère que ses moyens sont insuffisants et remarque que l'on ne peut assurer une bonne gestion de la dette sans moyens humains et matériels suffisants. La CAADE n'a pas de logiciel informatique pour le traitement de la dette, mais utilise le logiciel multiplan pour la confection de ses tableaux et statistiques. Elle envisage l'installation en septembre 1995 du logiciel SYGAD (CNUCED).

88. La balance des paiements est mise au point par la Banque centrale. La balance des paiements 1993 vient d'être finalisée. C'est la CAADE qui transmet à la BEAC/DN les données sur la dette. Pour la dette privée la BC mène une enquête semestrielle, dans le cadre de l'enquête lui permettant de recueillir des données pour la balance des paiements. Des prévisions sur deux ans sont faites pour

la balance commerciale par la BEAC, qui semble avoir des difficultés à les faire pour celle des paiements.

89. Les derniers comptes nationaux, établis par la Direction de la Statistique (DSEE) portent sur l'année 1990, des prévisions existant jusqu'à 1995. En liaison avec le FMI, des prévisions existent même jusqu'en 1998. Le SCN 1978 est utilisé, et en partie le dernier SCN 1993. Un problème de coordination se pose entre services, puisqu'au moment de notre passage, l'un des services concernés du plan ne savait pas quelles données du PIB avaient été retenues lors de la dernière mission du FMI. Le compte de l'extérieur est établi par la DSEE. Les services statistiques signalent des différences d'évaluation quelquefois importantes (par exemple, pour les importations de café récemment); les exportations de pierres précieuses pourraient être largement sous-estimées (de moitié). Il existe un problème de coordination entre la Banque centrale, la douane et la statistique; aussi un groupe de travail va bientôt être mis en place.

90. Malgré plusieurs tentatives, il n'y a pas de modèle économique réellement utilisé. La division macro-économies intervient principalement pour les prévisions. Des tableaux élaborés sur le logiciel Lotus sont utilisés par les services de comptabilité nationale pour les prévisions réelles (essentiellement du PIB). Une tentative de mise au point partielle (le modèle devait tourner sur des données de 1988 non disponibles à l'époque) d'un modèle de prévision a été abandonnée pour le moment, en particulier pour des raisons budgétaires. Ce modèle traiterait sommairement du problème de la dette. Des difficultés sont rencontrées pour utiliser le modèle RMSM de la Banque mondiale, en raison d'une absence de formation sur le logiciel Excel (mais le matériel informatique est disponible et une formation prévue).

91. Comme cela a été déjà signalé, la dette intérieure n'est pas bien connue. La liquidation d'entreprises comme celle d'assurance a laissé un important passif non clarifié. Les entrepreneurs privés font quelquefois des réclamations fantaisistes. Des moyens sont à dégager pour combler ces lacunes.

92. Pour l'évaluation du besoin de financement de l'Etat, il est vital d'établir un tableau fiable des opérations financières de l'Etat. Des tableaux sont établis régulièrement, mais il faudrait accroître la précision de certains de ses postes, en particulier pour les prévisions. Actuellement, pour mieux maîtriser les finances publiques, "un plan de trésorerie glissant est préparée au début de chaque mois et un comité composé du Trésorier Payeur général, du Directeur général du budget et d'un conseiller du ministre est chargé de programmer les dépenses à effectuer chaque jour". Le solde de trésorerie qui apparaît nécessite la maîtrise du financement extérieur. La nature et l'importance des données à maîtriser apparaît à travers cet extrait du TOF de l'Etat.

Tableau 6: Les opérations financières de l'Etat 1993-95
Extrait, en milliards FCFA

	1993	1994	1995 prev avec FMI
SOLDE BASE TRESORERIE (a)	-30,3	-104/-87,3	-99/-95
FINANCEMENT	16,0	87,3	70,8
- Extérieur	18,0	83,3	74,7
* dons	12,0	52,3	45,4
. budget	0,0	29	10,8
. en capital	12,0	23,3	34,6
* tirages sur prêts	11,7	30,1	32,6
. trésorerie	0,0	10,3	5,0
. prêts projets	11,7	19,8	27,6
* amortissements	-5,7	-9	-15,1
* allègement dette	0	10	11,8
- Intérieur	-2,0	4,0	-3,9
- Déficit de financement	-14,3	0,0	-24,1

Source: IND ECO CMN/Ministère des finances et du budget

(a) Pour le financement du solde de trésorerie, les données viennent du Ministère des finances, janvier 1995, qui sont légèrement différentes de celles corrigées de mai 1995 qui semblent avoir été données par le CMN.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

- En dépit des effets positifs réels de la dévaluation de janvier 1994 du franc CFA sur certains secteurs de l'économie, il n'est pas certain que ces gains se maintiendront. Mais il a une faible base de production, de faibles capacités nationales et un marché intérieur étroit, une situation enclavée. L'importance des problèmes économiques et financiers du pays requiert des politiques économiques plus systématiques et globales.

- La RCA a, en décembre 1994, une dette extérieure totale de 900 millions de dollars. Deux tiers de cette dette sont dus à des institutions multilatérales. Le problème de la dette de la République centrafricaine est en bien des points semblables à celui des autres pays d'Afrique centrale. Les ratios dette extérieure/exportations de biens et services sont bien au dessus du seuil des 200 % pour la plupart de ces pays, ce qui montre leur sévère endettement.

- Depuis 1980, et surtout 1986, la politique de la dette s'est faite dans le cadre de politiques d'ajustement. Les résultats de ces politiques sont mitigés.

- La sévérité de l'endettement extérieur et intérieur du pays inquiète beaucoup ses responsables. Le ratio de l'encours de la dette extérieure au PIB a fortement augmenté avec la dévaluation et ce niveau élevé devrait rester le même au cours des prochaines années.

- Il est reconnu que dans le passé la RCA n'a pas eu une gestion saine de sa dette, principalement en raison de l'instabilité politique et de la mauvaise gestion macro-économique de la dernière décennie. Sa dépendance par rapport aux bailleurs de fonds s'est accrue.

- Des responsables centrafricains considèrent que la gestion traditionnelle de la dette n'a plus d'impact fondamental sur la capacité du pays à y faire face. La RCA est asphyxiée par les échéances à rembourser, en particulier en raison du traitement de la dette multilatérale. L'affectation efficace des financements obtenus grâce aux rééchelonnements pose problème.

- Le Ministère des finances et la Caisse autonome d'amortissement des dettes de l'Etat (CAADE) sont les principales administrations concernées par la gestion de la dette. Mais, le Ministère du plan et la BEAC (Direction nationale) contribuent aussi au processus de la politique de la dette ou à celui de sa gestion. La CAADE n'est pas en mesure d'exercer l'ensemble de ses missions et se contente surtout de rembourser la dette. Pour son Directeur général, les missions de la CAADE devraient être revues, car elles ont été fixées au moment où la question de la dette n'était pas aussi grave.

- La politique d'investissement est une composante importante de la politique d'endettement. En RCA, les négociations des conditions de prêts des investissements publics concernent, le Ministère du plan, le Ministère des finances, le Ministère technique concerné et la CAADE. Des problèmes demeurent, ceux de l'efficacité et de la programmation des investissements ainsi que celui de la sélection des sources appropriées de financement.

- La bonne gestion de la dette pose différents problèmes techniques: maîtrise de la gestion des finances publiques, gestion de bases de données fiables sur la dette, prévision des échéanciers de remboursement du principal et des intérêts de la dette, évaluation correcte des projets d'investissement, élaboration et suivi de la balance des paiements, élaboration des comptes nationaux, prévisions macro-économiques, etc.

Recommandations

- Relancer la croissance à un rythme soutenu et augmenter les exportations;

- Des domaines prioritaires doivent retenir l'attention du gouvernement: a) l'amélioration du bas niveau de la production agricole et des exportations de biens; b) mise en place de stratégies et programmes d'investissements cohérents au niveau du développement global et sectoriel; c) remédier au mauvais fonctionnement du transport international par réseau routier; d) contrôle accru des dépenses courantes et accroissement des ressources pour accroître l'épargne publique;

- Couvrir les besoins de financement extérieur par l'appel à des capitaux privés et par l'aide publique extérieure (allègement de dettes, passages au Club de Paris, financement de projets, aides exceptionnelles ...). Mieux coordonner la mobilisation des ressources extérieures et veiller à ce que les crédits extérieurs soient affectés aux projets prioritaires. Il faudrait examiner la possibilité que les groupes consultatifs traitent davantage des questions du financement et de la dette extérieurs;

- Intégrer davantage la politique de la dette dans le processus des politiques de développement, de planification, de finances publiques. Assurer une meilleure coordination des administrations économiques et faire les réformes structurelles nécessaires;

- Mettre en oeuvre une stratégie de la dette faisant face aux questions essentielles suivantes: i) trouver une solution adéquate à la dette multilatérale; ii) tirer bénéfice des rééchelonnements obtenus ou futurs de la dette bilatérale au Club de Paris; iii) obtenir des opération de réduction du stock de la dette au moins aux conditions de Naples; iv) lier les problèmes du financement extérieur et de la dette;

- S'attaquer aux problèmes posés par la dette multilatérale et demander son annulation partielle ou totale;

- Renforcer les capacités institutionnelles dans tous ces domaines liés à la gestion de la dette.

ANNEXES

1. Personnes rencontrées en RCA
2. Références bibliographiques
3. Tableaux sur la dette et sur quelques indicateurs macro-économiques
4. Les propositions de l'allégement et de l'annulation de la dette extérieure

ANNEXE 1**LISTE DE PERSONNES RENCONTREES EN RCA****MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

- ZOWAYE Grégoire, Cordonnateur du Plan
- GBAZA Samuel, Comptabilité nationale, Direction de la statistique
- ISSEN Mustapha, Comptabilité nationale, Direction de la statistique
- BANGO M., Division de la synthèse et de la gestion économique

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

- BIZOT Emmanuel, Charge de mission
- Caisse Autonome d'Amortissement des Dettes de l'Etat, CAADE:
 - o WAFIO Jean-Serges, Directeur général
 - o NDAKOUROU Georgette, Directeur de la dette
 - o DIKOUARBO Albert, Directeur administration et informatique
 - o ABOUKHAR Sadiya, Directeur des études par interim
 - o KIRIMAT Louise, Analyste financier
 - o MBAT-ASSEM, Agent de maîtrise

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BEAC/DIRECTION NATIONALE)

- BODEMAN Justin Grégoire, Chargé de mission,

ORGANISMES INTERNATIONAUX ET REGIONAUX

- CAMARA Boubou Dramane, Economiste principal, PNUD
- CÔTÉ Claude Pierre, Economiste, PNUD
- SAMEN Salomon, Représentant résident de la Banque mondiale
- Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC):
 - o DAKAYI KAMGA Thomas, Secrétaire général
 - o MOUIRI-BOUSSOUGOU Dieudonné, Secrétaire général adjoint
 - o OKOMBI Gilbert, Directeur, Département, Recherche, stat. et prospective
 - o MBANZOULOU Bruno, Chef, Service statistiques et prospective

ANNEXE 2
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Rapport préliminaire de la mission au Congo (4-9 mars 1995) et au Cameroun (17-21 avril 1995) sur la dette extérieure en Afrique centrale par M. Labidi et W. Cabrera
2. Memorandum des politiques économique et financière pour 1994, Bangui, mars 1994
3. Note de synthèse sur l'évolution de l'économie centrafricaine au cours de l'année 1994 et les perspectives à moyen terme, mars 1995, Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale (Draft).
4. République Centrafricaine. Perspectives économiques et programme par pays (1993-95), février 1993. Banque africaine de développement.
5. FMI, Aide mémoire. Consultation 1995 au titre de l'article 4 des statuts du Fonds, mars 1995.
6. Document cadre de politique économique pour 1994-97 préparé par le gouvernement de la RCA en collaboration entre les services du FMI et de la BM, 1994.
7. Indicateurs économiques, Comité monétaire national de la RCA, BEAC, mai 1995.
8. Comptes nationaux 1989-90, DSEE, Ministère de l'économie et de la planification.
9. Debt for development conversions in the context of the debt reduction facility for IDA-only countries, Debt for development coalition and World Bank, October 1993.
10. Debt management and sustainability extrait document banque mondiale, remis par la mission résidente, Bangui, juillet 1995

ANNEXE 3
QUELQUES INDICATEURS MACRO-ECONOMIQUES

**Tableau 7: RCA, Evolution du PIB
prix du marché, en milliards FCFA**

	1993	1994	1995prev
Secteur primaire	177,7	245,9	293,8
Secteur secondaire	56,8	79,6	91,7
Secteur tertiaire	102,7	137,6	156,2
Droits et taxes	17,6	21,9	35,7
Diverses	354,8	485	577,4
PIB aux prix du marché			

Source CMN/DSEE

**Tableau 8: RCA, Evolution ressources-emplois du PIB
prix du marché, en md FCFA**

	1993	1994	1995prev
RESSOURCES	436,2	618	730
PIB	354,8	485	577,4
Importations	81,8	133	152,6
EMPLOIS			
Consommation privée	304,8	381,3	463,7
Consommation publique	42,3	75,4	76,7
Investissements privés	10,6	16,6	19,9
Investissements publics	24,1	36,6	48,7
Variation de stocks	3,7	8,5	10,6
Exportations	51,4	99,6	110,3

Source: Indicateurs économiques, Comité monétaire national, RCA.

Source: CMN/DSEE, mai 1995

Tableau 9: RCA - Quelques indicateurs économiques

	1990	1993	1994	1995 prev
<u>Variations annuelles en %</u>				
PIB prix constants	-1,1	-2,2	7,1	3,7
Prix à la consommation				
Moyenne	-0,2	-2,9	24,5	21,3
Fin de période	-1,1	-4,8	44,7	8,3
Finances publiques			24,7	
Recettes totales	6,1	-15,9	39,0	49,3
Dépenses totales	6,8	13,6		12,9
Secteur extérieur			119,3	
Exportations fob	-13,3	22,3	70,1	8,5
Importations fob	10,9	-10,5	3,3	16,9
Termes de l'échange	-3,0	6,6		4,9
<u>En % du PIB</u>				
Epargne nationale	3,8	7,6	8,0	9,7
Epargne intérieure brute	-0,6	2,3	5,8	6,4
Consommation	100,6	97,7	94,2	93,6
Formation brute de capital	12,5	10,9	12,7	13,7
Déficit en ressources	-13,1	-8,6	-6,9	-7,3
Solde de la bal.paiements	-4,9	-1,9	1,9	-4,0
Finances publiques			7,3	
Recettes totales	10,9	8,0	-22,4	9,1
Dépenses totales	-22,7	-22,0	-15,1	-21,2
Solde global	11,8	14,0	-1,9	-12,1
Dette publique extérieure	43,3	64,4	91,8	87,4
Ratio service de la dette	22,4	23,4	23,9	26,0
Ratio service dette payée	17,9	7,1	13,4	
PIB courants milliards FCFA	396,8	354,5	484,9	577,3
Taux de change FCFA/\$US	272,3	283,2	555,2	534,9

Aide mémoire FMI, consultation 1995

**TABEAU 10: RCA - Encours dette publique
de 1982 à 1994 (en millions de FCFA)**

	1982	1986	1990	1993	1994
DETTE EXTERIEURE					
Afrique du Sud	2.424	1.882	1.570	2.926	3.949
Allemagne	1.088	1.391	788	1.065	1.704
Arabie Saoudite	-	35	2.862	6.898	8.541
Argentine	-	3.550	2.669	3.068	8.781
Chine	1.310	2.324	2.315	3.094	3.547
Etats-Unis	-	2.093	1.495	1.718	4.626
France	13.447	38.983	14.818	19.546	17.476
Japon	-	0	1.140	1.584	3.216
Koweït	1.365	2.675	2.942	3.884	9.642
Suisse	2.912	3.948	4.129	4.133	11.261
Taiwan	-	0	0	17.687	32.076
Yugoslavie	6.308	5.569	3.769	4.031	5.314
SOUS-TOTAL PAYS	35.644	69.363	44.692	70.471	122.505
AID BIRD	-	29.278	68.163	95.668	204.534
BAD	4.527	3.738	1.983	3.999	3.195
BADEA	1.885	2.060	2.368	4.755	4.201
BDEAC	3.006	3.997	4.357	4.357	3.675
BEI	1.726	1.781	2.557	5.131	5.575
CEE	738	1.617	1.634	3.280	3.254
FAD	16.425	30.278	41.162	82.995	80.435
FIDA	1.207	2.617	4.921	9.883	10.553
FONDS OPEP	-	1.752	2.855	2.836	4.701
S-T ORGAN. INTERNAT.	0	64.684	117.090	157.777	320.497
TOTAL DETTE EXTERIEURE	15.644	134.047	161.781	228.248	443.002
DETTE INTERIEURE	-	11.000	10.000	7.800	22.294
FMI Stand-By/(Accè.	-	1.995	982	0	0
FMI Stand-By/(Res.	-	7.620	617	0	8.359
MI FAS	-	-	7.773	7.664	13.800
GRAND TOTAL	35.644	145.945	171.781	236.048	465.295

Source : CAADE

TABLEAU 11: RCA - Arriérés de dette publique
(en millions de FCFA)

	1990			1993			1994			Estimat' au 30/06/95		
	Int.	Princ.	Total	Int.	Princ.	Total	Int.	Princ.	Total	Int.	Princ.	Total
Afrique du Sud	365	94	459	520	502	1.023	0	0	0	28	0	28
Allemagne	52	240	292	120	386	506	20	0	20	60	0	60
Arabie Saoudite	102	106	208	395	809	1.203	0	0	0	946	0	946
Argentine	0	0	0	1.882	1.072	2.953	0	0	0	2.084	2.052	2.997
Autriche	107	132	240	462	269	731	11	0	11	23	15	38
Chine	0	0	0	0	152	152	0	0	0	0	610	610
Curacao	0	224	224	81	258	339	0	0	0	142	451	592
Danemark	59	344	403	306	822	1.129	70	895	965	168	1.678	1.846
Etats-Unis	493	31	524	902	404	1.306	62	0	62	168	0	168
France	1.027	1.436	2.463	2.426	5.768	8.193	0	0	0	3.914	12.871	16.785
Irak	0	0	0	0	844	844	0	0	0	0	1.473	1.473
Italie	90	42	132	240	256	496	0	0	0	47	35	82
Japon	0	0	0	70	0	70	181	0	181	200	0	200
Koweït	68	116	184	407	814	1.221	0	0	0	385	1.371	1.756
Royaume-Uni	43	43	86	54	37	91	113	71	184	115	69	183
Suisse	409	709	1.118	893	1.543	2.436	18	0	18	78	50	128
Taiwan	0	0	0	0	1.273	1.273	0	3.650	4.141	0	4.141	4.141
UAPT	0	337	337	0	1.068	1.068	0	0	0	0	1.115	1.115
Union-Sovietique	0	70	70	0	725	725	0	0	0	0	0	0
Yugoslavie	428	222	650	873	1.511	2.385	0	0	0	155	1.234	1.389
Ct. Consolidé	0	65	65	0	128	128	0	197	197	0	197	197
SOUS-TOTAL PAYS	3.243	4.210	7.453	10.904	17.367	28.272	4.126	1.163	5.289	12.652	27.437	40.090
AID BIRD	-	-	0	134	39	173	111	43	154	0	0	0
BAD	201	183	384	383	195	578	460	190	773	294	538	832
BADEA	151	377	528	460	1.080	1.540	952	2.325	3.277	991	2.440	3.431
BDEAC	154	72	226	491	641	1.132	235	372	607	370	700	1.070
BEI	14	147	160	13	216	229	50	721	771	51	726	776
CEE	6	-	6	0	0	0	12	0	12	26	52	78
FAD	107	67	175	458	256	714	0	0	0	336	299	635
FIDA	-	-	0	12	0	12	27	30	58	0	0	0
FONDS OPEP	9	75	84	72	784	856	133	1.482	1.615	146	1.653	1.799
S-TOT ORGANISATION INTERN	642	1.148	1.790	1.837	3.455	5.293	1.710	5.489	7.198	2.213	6.671	8.884
TOTAL DETTE EXTERIEURE	3.885	5.358	9.243	12.742	20.823	33.564	5.836	6.652	12.487	14.866	34.108	48.974
FMI (Hors Fidu)	0	0	0	27	675	700	36	1.024	1.060	31	914	945
Autres Dettes	-	492	492	-	-	-	-	-	-	-	-	-
S-TOT DETTE INTERIEURE	0	492	492	27	700	36	1.024	1.060	31	914	945	945
TOTAL DETTE PUBLIQUE	3.885	5.850	9.735	12.768	21.496	34.264	5.872	7.675	13.547	14.897	35.022	49.919

Tableau 12: RCA - Les opérations financières de l'Etat 1993-95
en mds FCFA

	1993	1994	1995 fin
Recettes budgétaires totales	28,3	35,4	52,9
- Recettes fiscales	24	30,5	47,5
- Autres recettes	4,3	4,9	5,4
Dépenses budgétaires totales	-78,1	-107,8	-122,5
- Dépenses courantes	46	59	57,5
dont: intérêts	4,3	13,1	14,5
salaires	23	25,7	24,8
- Dépenses d'Equipement	32	48,8	-65
budget national	5,2	5,8	6,7
financement extérieur	26,8	43	58,3
SOLDE BASE ENGAGEMENTS	49,8	-72,4	-69,6
ARRIERES (réduction -)	44,4	-31,2	-29,2
- Intérieur	35,2	3,6	
- Extérieur	9,2	-34,9	
Solde base trésorerie (a)	-30,3	-104/-87,3	-99/-95
Financement	16,0	87,3	70,8
- Extérieur	18,0	83,3	74,7
dons	12,0	52,3	45,4
budget	0,0	29	10,8
en capital	12,0	23,3	34,6
tirages sur prêts	11,7	30,1	32,6
trésorerie	0,0	10,3	5,0
prêts projets	11,7	19,8	27,6
amortissements	-5,7	-9	-15,1
allègement dette	0	10	11,8

Source: IND ECO CMN/Ministère Finances et du budget

(a) Pour le financement du solde de trésorerie, les données viennent du Ministère des finances, janvier 1995, qui sont légèrement différentes de celles corrigées de mai 1995 qui semblent avoir été données par le CMN.

ANNEXE 4
LES PROPOSITIONS D'ALLEGEMENT ET D'ANNULATION
DE LA DETTE EXTERIEURE

(Extrait du Rapport préliminaire de la mission
au Congo (4-9 mars 1995) et au Cameroun (17-21 avril 1995)
sur la dette extérieure en Afrique centrale
par M. Labidi et W. Cabrera)

Les critères de classement et les positions de la Banque mondiale et du FMI

1. Rappelons d'abord les critères de classement de la Banque mondiale. **Les pays à bas revenu** (low income country) sont les pays qui, en 1993, ont un revenu par tête (PIB per capita) inférieur à 695 dollars. **Les pays à revenu moyen** (middle income country) ont un revenu par tête compris entre 695 et moins de 8626 dollars. **Les pays à bas revenu moyen** ont un revenu compris entre 695 dollars et 1345 dollars.
2. Deux ratios sont utilisés pour classer le niveau d'endettement des pays: le ratio de la valeur actuelle du service total de la dette (PV) au PIB et le ratio de PV aux exportations. Si l'un de ces ratios excède la valeur critique de 80% (PV/GNP) ou 220% (PV/exportations), le pays est considéré comme sévèrement endetté. Si la valeur est comprise entre cette valeur critique et 60% de cette valeur, le pays est classé comme modérément endetté. Dans les autres cas, le pays est dit peu endetté. Jusqu'en 1993, la classification était faite sur la base du service programmé de la dette et de la valeur nominale de la dette. La nouvelle méthodologie utilise la valeur actuelle du service de la dette.
3. Pour la Banque mondiale (voir le document intitulé "Reducing the Debt Burden of Poor Countries, the World Bank, September 1994), trois conclusions principales peuvent être tirées de l'étude des pays à bas revenus fortement endettés. Le problème de ces pays n'est pas celui d'insuffisance de liquidité mais de surendettement; le problème de chaque pays est spécifique; une solution durable demande l'application de réformes économiques par les pays débiteurs et quelques mesures exceptionnelles des créditeurs. La Banque mondiale se prononce pour une approche cas par cas, en utilisant trois voies complémentaires: croissance des exportations, réductions supplémentaires de la dette, fonds concessionnels additionnels. Mais elle constate aussi que la croissance des exportations ne peut être que modeste et insuffisante.
4. La Banque mondiale, pour ce qui est de la dette commerciale non garantie, a développé des facilités pour les pays IDA sous

programme FMI: la facilité de réduction de la dette et la facilité de cinquième dimension. La facilité de réduction de la dette (Debt Reduction Facility, DRF) fournit des dons jusqu'à 10 millions de dollars pour racheter des dettes commerciales sur le marché secondaire et pour des projets d'échange de dettes contre développement. La facilité de cinquième dimension (Fifth Dimension Facility) qui fournit des dons pour payer les intérêts de la dette commerciale.

5. Pour ce qui des arriérés de dettes des pays sous programme FMI, le FMI a mis en place un programme d'accumulation de droits (Rights of accumulation programme) qui permet d'obtenir un prêt ESAF.

Les conditions du Club de Paris

6. **Les Termes de Toronto améliorés:** Pour les pays à bas revenu lourdement endettés, ce sont les Termes de Toronto améliorés (Enhanced Toronto Terms) qui sont utilisés pour définir les conditions du rééchelonnement de leur dette au Club de Paris. Leur contenu est le suivant (Source: World Debt Tables, 1994):

a) Un agrément initial ré échelonne la dette qui échoit pendant la période de 12-18 mois, tout en convenant que dans 3 ou 4 ans, il sera considéré un traitement du stock total de la dette.

b) Les termes du remboursement:

- **L'Aide publique au développement, APD, (ODA Debt):** 30 ans de maturité avec 12 ans de période de grâce. Dans quelques cas, le repaiement a été gradué.

- **La dette non-APD (non-ODA debt):** Les créiteurs sélectionnent la modalité d'allégement de la dette de façon à la réduire de 50% (sur la base de la valeur actuelle nette):

OPTION A DE REDUCTION DE LA DETTE (ANNULATION PARTIELLE): Annulation de 50% du service de la dette durant la période de consolidation et rééchelonnement du reliquat pendant 23 ans, incluant 6 ans de période de grâce. Les intérêts moratoires sont fixés aux taux du marché.

OPTION B DE REDUCTION DU SERVICE DE LA DETTE: La dette est rééchelonnée sur 23 ans, mais sans période de grâce, les intérêts moratoires étant fixés à un taux suffisamment bas pour réduire la valeur actuelle du service de la dette de 50%.

OPTION C OPTION NON CONCESSIONNELLE: Les pays incapables d'offrir un allègement concessionnel de la dette rééchelonne la dette sur 25 ans, incluant 14 ans de période de grâce, aux taux d'intérêt du marché.

c) **Possibilités de conversion (Swap):** Les programmes de conversion de la dette sont possibles jusqu'à un plafond de 10% pour la dette non APD (jusqu'à 20% pour des cas exceptionnels) et sans plafond pour la dette APD.

d) **Eligibilité:** Sont éligibles les pays IDA de la Banque mondiale lourdement endettés, menacés par un défaut immédiat de paiement, sous programme d'ajustement, déterminé cas par cas.

7. **Les Termes de Naples:** Depuis décembre 1994, le Club de Paris met en oeuvre, pour les rééchelonnements des **pays à bas revenus les plus pauvres** (500\$ ou moins de revenu par tête) et les plus lourdement endettés (ratio dette/exportations supérieur à 350%), les **Termes de Naples**. Ces pays, sous programme avec le FMI, bénéficient dans un premier temps d'une réduction de 67% de échéances de remboursement pendant la période consolidée. Ces pays, lorsqu'ils ont respecté ce programme avec le FMI et les accords avec le Club de Paris pendant 3 ans, bénéficient d'une réduction de l'ensemble de leur dette publique et non plus uniquement des seules échéances de remboursement, allant jusqu'à 67%. Par ailleurs, le stock résiduel de cette dette est rééchelonné sur une longue période (23 ans). Avant cette décision, seules la Pologne, l'Indonésie et l'Egypte avaient bénéficié d'une réduction du stock de leur dette. Ont jusqu'à présent bénéficié des conditions de Naples: le Cambodge, la Guinée, la Guinée-Bissau, l'Ouganda, le Tchad et le Togo.

8. **Les Termes de Houston:** Pour les **pays à bas moyen revenu sévèrement endettés** (Severely indebted lower-middle income countries), ce sont les **Termes de Houston** qui servent de référence aux rééchelonnements du Club de Paris. Introduits en septembre 1990, leur contenu est le suivant:

a) **La dette APD (ODA debt)** est remboursée en 20 ans (maturité), y compris une période de grâce de 10 ans, les intérêts moratoires étant chargés à des intérêts concessionnels pas plus élevés que les taux originaires.

b) **La dette non-APD (non-ODA debt)** est remboursée en 14-15 ans de maturité, avec jusqu'à 8 ans de période de grâce, les intérêts moratoires étant fixés aux taux du marché.

c) **SWAP:** Des swaps sont prévus par les Termes de Houston, similaires aux arrangements décrits plus haut.

d) **Eligibilité:** Les pays sont éligibles aux Termes de Houston s'ils répondent à deux des trois critères suivants: avoir un revenu par tête de moins de 1345 dollars par tête en 1993, une forte proportion de dette due aux crédateurs officiels (rapport dette officielle/commerciale égal à au moins 1,5), et un poids élevé de la dette (mesuré par deux des trois conditions: ratio dette/PIB de 50% ou plus ; ratio dette/exportations de 275% ou plus; ratio du service de la dette programmé/exportations de 30% ou plus). Le Maroc, le Congo, la Jordanie, la Jamaïque, le Pérou et d'autres pays ont bénéficié de ces facilités.

9. **Les conditions standards** des pays à revenus intermédiaires: Le Club de Paris rééchelonne la dette sur 10 ans aux taux d'intérêt du marché, avec 5 ans de grâce (des variantes sont possibles).

Le Club de Londres

10. **Le Club de Londres** traite la dette commerciale privée non publiquement garantie des pays lourdement endettés sous programme du FMI. Il est offert, soit l'approche du Plan Brady, soit différentes opérations de réduction de la dette (rachat de dettes, conversion en titres et bons d'intérêt inférieur, restructuration de la dette...).

Les positions africaines

11. Le rapport sur la situation de la dette extérieure de l'Afrique, préparé pour le Sommet 1994 de l'OUA par le Secrétariat conjoint OUA/CEA/BAD/CAEM, souligne "la nécessité d'une action décisive et globale pour résoudre le problème de la dette" et fixe comme objectif "la réduction du montant de la dette non amortie pour toutes les catégories de créanciers (bilatéraux, commerciaux et multilatéraux) et du service de la dette". L'approche proposée propose les 3 objectifs suivants:

- i) "... obtenir une réduction substantielle du fardeau de la dette conformément aux Termes de Trinidad ...
- ii) une approche imaginative pour réduire le fardeau de la dette multilatérale...
- iii) une réduction à grande échelle du fardeau de la dette commerciale.

Pour la dette bilatérale, "ce qu'il faut, c'est un nouvel ajustement de grande envergure portant sur les modalités et procédure du système du Club de Paris". Dans le même sens, le projet de déclaration de la prochaine réunion de l'OUA appelé au dialogue avec l'Afrique les crédateurs bilatéraux et multilatéraux pour coordonner les efforts d'identification des voies et moyens

pour réduire le fardeau de la dette. Le projet de déclaration du Sommet social de 1995 comporte des passages non définitifs sur la dette qui montrent des fortes divergences entre pays créditeurs et débiteurs. Notons enfin que le rapport de l'OUA attire l'attention sur les mesures à prendre pour les pays à revenus intermédiaires qui n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante de la communauté internationale.

12. Le Programme d'action du Caire pour la relance du développement économique et social en Afrique adopté en mars 1995, constate que le problème de la dette reste l'une des principales contraintes à la relance du développement économique et la nécessité d'inverser la tendance au déclin des transferts vers l'Afrique. Ce Programme estime que pour que les réformes économiques réussissent, tous les créanciers y compris les institutions multilatérales doivent adopter des mesures plus poussées pour le rééchelonnement de la dette. L'engagement de la communauté internationale à la relance de l'Afrique peut se manifester par les réductions du fardeau de la dette à un niveau où elle cesse d'affecter les investissements pour le développement futur de l'Afrique. L'Afrique invite ses créanciers bilatéraux et multilatéraux, à engager le dialogue pour coordonner leurs efforts pour réduire la dette du continent et son service. Spécialement, les gouvernements africains invitent le G7, par l'intermédiaire du Club de Paris, à accorder un allègement supplémentaire plus important que celui prévu par les conditions de Naples, "en particulier pour les pays à faibles revenus lourdement endettés. En outre, nous invitons le G7 à envisager des moyens inédits pour traiter la question de la dette multilatérale suivant les propositions du Royaume Uni concernant la vente de l'or du FMI et à veiller à ce que l'allègement de la dette multilatérale ne se fasse pas aux dépens du financement des subventions publiques".

13. Les ministres de la CEA ont adopté, en mai 1995, une déclaration semblable sur la dette extérieure de l'Afrique. Cette dette est aujourd'hui de 313 Md dollars, soit 231,3% des exportations de l'Afrique et, en moyenne, 71,6% du PIB total. Ils constatent que la crise de la dette n'est pas celle de liquidité mais qu'elle est due en partie à la crise financière internationale. Ils estiment que jusqu'à présent il n'y a pas eu de solution durable au problème de la dette. Ils demandent son allègement substantiel et l'accroissement des flux concessionnels. Ils demandent l'amélioration des Termes de Naples par la réduction de 80% du stock de la dette non concessionnelle y compris les intérêts accumulés, l'annulation de la dette concessionnelle pour tous les pays africains, la réduction de la dette multilatérale, y compris son rachat grâce à la vente d'une partie des réserves en or du FMI, la réduction de la dette commerciale par la mobilisation de ressources supplémentaires pour le Plan Brady et la facilité IDA. Ils demandent la poursuite des réformes économiques, un partenariat

efficace et l'utilisation de la conversion pour le financement de développement. Il est demandé d'élargir le mandat du Club de Paris pour traiter aussi la dette multilatérale et privée dans le cadre de l'obtention de flux de ressources positives vers les pays africains.

Quelques autres positions

14. Le Sommet social de Copenhague pour le développement social de mars 1995 a demandé à ce que soit trouvées des solutions durables et orientées vers le développement, à travers la mise en oeuvre immédiate des Termes de Naples approuvés par le Club de Paris en décembre 1994, et a invité les institutions financières internationales à examiner des approches innovatrices pour assister les pays à bas revenus ayant une forte proportion de dette multilatérale, en vue d'alléger la charge de la dette, de développer des techniques de conversion de la dette appliquées à des programmes sociaux de développement en conformité avec les priorités du Sommet.